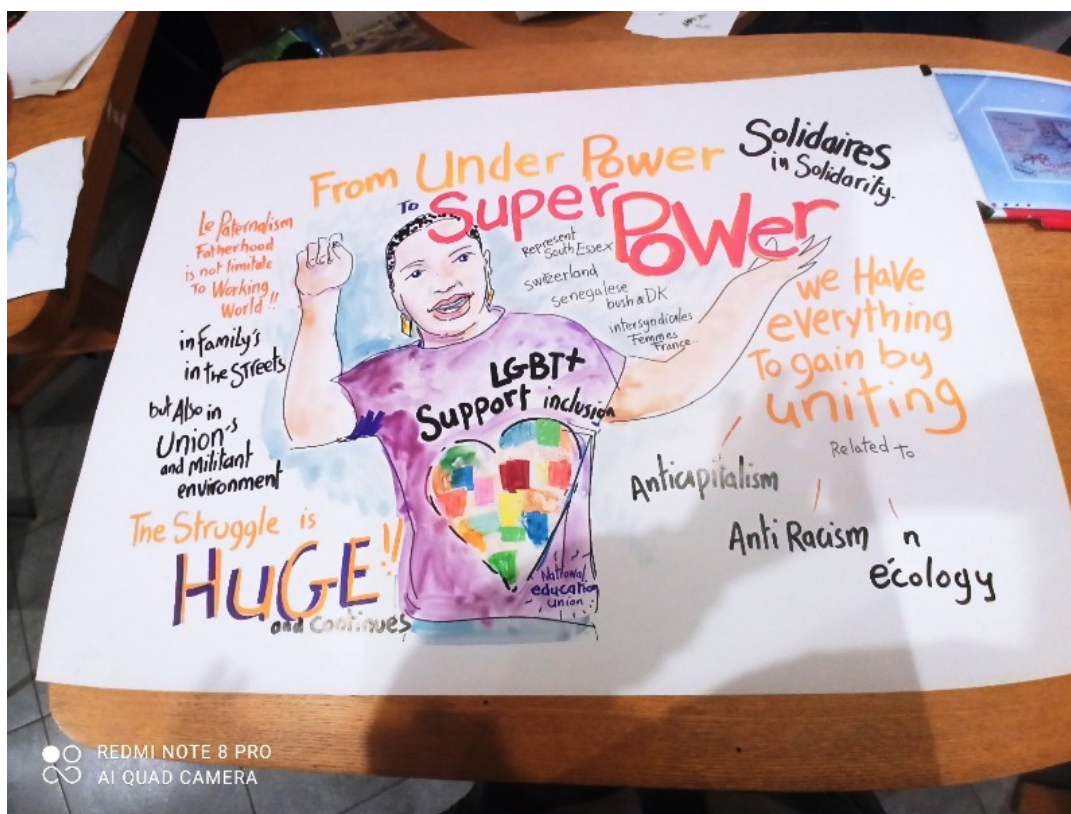


L'université du « Global Labour Institute » 2023 et la participation de « Solidarité Socialiste avec les Travailleurs d'Iran »



Une centaine de syndicalistes de 28 pays différents se sont réunies du 27 au 29 novembre 2023 à l'université du « Global Labour Institute » (GLI).

« Solidarité Socialiste avec les Travailleurs d'Iran » a participé à cette université à l'invitation des organisateurs/trices de l'évènement. Vous trouverez ci-dessous un bref rapport sur cette rencontre.

GLI est un réseau international pour promouvoir la solidarité internationale entre les organisations syndicales.

Le premier GLI a été créé en 1997 à Genève à l'initiative de Dan Galin, un ancien secrétaire de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des secteurs connexes (UITA).

Cet institut compte désormais 5 antennes situées Paris, Manchester, Genève, New York et Moscou. Il coopère avec des syndicats nationaux de différents pays ainsi qu'avec des organisations internationales dont :

- IndustriALL (qui représente plus de 50 millions de travailleur/euses de l'industrie dans 140 pays),
- WIEGO (réseau mondial pour promouvoir l'autonomisation des travailleurs/euses à faible revenu, en particulier des femmes de l'économie informelle),
- IBW (Fédération internationale des travailleurs/euses de la construction et du bois),
- ITF (Fédération internationale des travailleurs/euses du transport) ...

Le GLI considère que « sa mission est d'offrir un espace de libre discussion à tous celles et ceux qui cherchent à rétablir le mouvement syndical international dans son but initial : être le moteur d'une transformation progressive et radicale de la société. »

Depuis 2012, le GLI organise chaque année ou tous les deux ans une université internationale. Le but de celle-ci est de créer un espace d'échange d'opinions et d'expériences entre les organisations syndicales de différents pays afin qu'elles puissent aborder ensemble les défis auxquels est confronté le mouvement syndical international.

L'université de 2023 a été organisée près de Paris par les GLI de Paris et de Manchester. Des activistes syndicaux de 28 pays (Philippines, Hong Kong, Inde, Pakistan, Palestine (par vidéo), Israël, île Maurice, Ouganda, Bénin, Cameroun, Sénégal, Afrique du Sud, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie, Moldavie, Russie, Ukraine, États-Unis d'Amérique, Canada, Honduras, Argentine,...) ont participé à cette rencontre qui a duré trois jours. Les intervenant.es y ont abordé les thèmes suivants à travers plénières et ateliers :

- Développer des alliances syndicales internationales permanentes et durables entre les syndicats à l'échelle des entreprises multinationales, faciliter les liens entre les syndicats locaux et surmonter d'éventuels blocages causés par la bureaucratie syndicale.

- Organiser des campagnes sociales en partenariat avec les mouvements militants orientés vers la justice sociale, ainsi qu'avec des groupes de citoyen.nes progressistes.

Cette rencontre a également porté sur les enjeux majeurs du mouvement syndical mondial : concevoir des stratégies syndicales pour organiser les jeunes travailleurs/euses, pour renforcer la présence des femmes dans le mouvement syndical, affronter la montée de l'autoritarisme, et faire face aux changements liés à l'environnement. Il s'agit donc de :

- développer un syndicalisme adapté aux besoins et aux inspirations de la jeunesse, porter les revendications de jeunes travailleurs/euses, former de jeunes syndicalistes et leur permettre l'accès aux fonctions de responsabilités syndicales à l'échelle locale et mondiale,

- renforcer les revendications des femmes dans le mouvement syndical international, faciliter les alliances intersyndicales entre femmes à tous les niveaux, leur permettre l'accès aux fonctions de responsabilités syndicales à l'échelle nationale et internationale,

- prêter une attention particulière aux précaires : contractuel.les, migrant.es, saisonnier.es, intérimaires, indépendant.es... notamment dans le secteur informel (domesticité, recyclage, vente ambulante ...),

- encourager des espaces de syndicalisation au-delà du lieu de travail,

- renforcer la solidarité internationale entre syndicats face aux guerres impérialistes et coloniales,

- organiser les travailleurs/euses immigré.es pour défendre leurs droits et pour lutter contre la xénophobie,

- défendre le droit des travailleurs/euses à constituer des syndicats indépendants et démocratiques,

- accroître la coopération internationale des syndicats pour faire face à la répression anti-syndicale menée par les patrons et les Etats,

- préparer la transformation écologique par la conception de plans tenant compte du savoir-faire et de la compétence des salarié.es, et former des militant.es en ce sens,

- anticiper les transformations du travail et accompagner les travailleurs/euses en formation professionnelle pendant la période de transition écologique,

- renforcer les alliances entre les mouvements syndical et environnemental par des revendications communes,
- combattre les privatisations, défendre la propriété publique et le contrôle démocratique sur celle-ci, défendre l'accès universel à l'énergie et aux autres ressources.

A l'issue des interventions et échanges, un manifeste a été élaboré par des participant.es.

Sara Selami de « Solidarité Socialiste avec les Travailleurs d'Iran » est intervenue à l'atelier « Lutte pour la liberté syndicale dans les pays autoritaires », l'un des ateliers dédiés à la lutte contre l'autoritarisme.

Lors de cette prise de parole, les divers types d'organisations professionnelles indépendantes de travailleurs/euses en Iran ont été présentées :

- associations professionnelles, telles que celles des enseignant.es (et leur Conseil national de coordination), ainsi que certaines associations professionnelles des travailleurs/euses du bâtiment ;
- syndicats qui se sont reconstitués, par en bas et sans autorisation comme le Syndicat du personnel de la régie de bus de Téhéran et de sa banlieue (Vahed), et celui des travailleurs/euses de la canne à sucre de Haft Tapeh ;
- les organisations semi-clandestines comme celle des contractuel.les de l'industrie pétrolière, les unions de retraités... ;
- des unions généralistes ou des associations de soutien au mouvement ouvrier, comme les Comités d'Aide pour la création ou de Suivi de syndicats, le syndicat Libre ...

Il a été souligné que les luttes menées par l'ensemble de ces organisations ont permis d'imposer aux employeurs et à l'Etat un certain nombre de droits sociaux. Et cela au prix d'une répression brutale dont les activistes ouvrier.es ont été et sont toujours la cible : licenciement, passage à tabac, arrestations et condamnation à de longues peines de prison.

Dans un pays où le droit de grève n'est pas reconnu, les grèves et les débrayages sont plus nombreux que dans beaucoup d'autres pays.

Dans un pays où les rassemblements et les manifestations de rue sont interdits - à l'exception des manifestations officielles et pro-gouvernementales - des manifestations et rassemblements de retraité.es et de salarié.es en activité se tiennent presque quotidiennement...

En un mot, c'est grâce à un ensemble de luttes ouvrières collectives et organisées - et au prix fort que les syndicalistes paient pour ces luttes - que certains droits sociaux inexistant ou non reconnus légalement, finissent en pratique par s'imposer.

L'expérience du mouvement syndical en Iran, sous un régime tyrannique et dictatorial, prouve que des droits sociaux peuvent être conquis par la lutte collective des travailleurs/euses de base, et en ne s'appuyant que sur leur propre force.